



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Mission permanente de la Suisse
auprès des Nations Unies à New York

Permanent Mission of Switzerland to the United Nations
in New York

Seul le texte prononcé fait foi

65^{ème} session de l'Assemblée générale

**55ème session de la Commission
de la condition de la femme**

**Suivi de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et de la
vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale
intitulée « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes,
développement et paix pour le XXI^e siècle »**

Déclaration prononcée par

**Jean-Daniel Vigny
Chef de la Délégation Suisse**

Check against delivery

65th Session of the General Assembly

**55th Session of the Commission
on the Status of Women**

**Follow-up to the Fourth World Conference on Women and to the
twenty third special session on the General Assembly entitled
"Women 2000: gender equality, development and peace for the
twenty-first century"**

Statement by

**Jean-Daniel Vigny
Head of Swiss Delegation**

New York, le 28 février 2011

Monsieur le Président,

La Suisse estime que l'accès universel et égal à l'instruction, à la formation et à un travail décent est non seulement la condition *sine qua non* de l'égalité des droits et de l'autonomie de tout être humain, quel que soit son sexe, mais aussi la base d'un développement durable, dans notre société comme dans le monde entier. Notre pays est convaincu que les jeunes générations – en particulier les filles et les jeunes femmes – sont appelées à jouer un rôle capital dans la promotion de l'égalité des sexes.

Bien qu'en Suisse l'accès à l'éducation et à la formation soit ouvert sans restrictions aux deux sexes, le choix d'une formation post obligatoire, d'une branche d'études et d'une profession est toujours fortement marqué par l'appartenance sexuelle, principalement en raison de **stéréotypes**. C'est pourquoi la Suisse a pris différentes mesures pour promouvoir la parité :

- Selon la loi fédérale sur la formation professionnelle, la Suisse met à disposition chaque année des fonds pour financer le développement et la mise en œuvre de mesures visant à supprimer les stéréotypes en matière de sexes.
- Au niveau des hautes écoles et les universités, la Suisse a établi un plan d'action avec trois points forts : promouvoir les études de science et technologie par des programmes de mentoring pour les étudiantes ; augmenter la part des femmes professeurs par la distribution de primes aux universités pour la nomination de femmes professeurs, et encourager de la mobilité par le soutien de « Dual Career Couples ».

La Suisse est consciente du fait que l'égalité des sexes au niveau de la formation ne se traduit pas automatiquement par un accès égal au marché du travail ni par des conditions de travail équivalentes. Pour cette raison, nous sommes convaincus **qu'un partage égal des responsabilités** et, en particulier, un partage équitable du travail rémunéré et non rémunéré entre femmes et hommes, contribue à améliorer la position des femmes au sein de la société. À ce sujet, force est de constater que

l'analyse économique a longtemps négligé les activités non rémunérées de prise en charge et de soins. Les soins rémunérés et non rémunérés représentent près de 20% de la totalité du travail fourni en Suisse.

Les dernières années ont été marquées par des stratégies et des projets novateurs en matière **d'égalité salariale**. La Suisse a par exemple développé un logiciel nommé « LOGIB », qui permet aux entreprises de plus de 50 personnes de vérifier, par elles-mêmes et de façon aisée, si leur système salarial respecte l'égalité des salaires. De nombreuses entreprises et administrations utilisent cet outil efficace. L'Allemagne et le Luxembourg ont déjà développé leur propre version du logiciel. Plusieurs autres pays souhaiteraient l'adopter. La Suisse, l'Allemagne et l'Autriche ont organisé le vendredi 25 février un événement en marge de la session de la Commission pour présenter les instruments développés pour mettre en évidence et diminuer les écarts de salaires entre les femmes et les hommes.

Sur le plan international, les deux principes fondamentaux de la coopération suisse au développement sont d'une part l'accès égal à une éducation et à une formation de qualité et le maintien des enfants dans le système scolaire, quel que soit leur sexe, et d'autre part l'encouragement de la réussite des filles et des femmes. Ces deux principes orientent le choix des partenaires et des initiatives appuyées par la Suisse. Nous favorisons ainsi divers programmes d'éducation de base conçus en fonction de la demande et des conditions de vie des filles, des femmes et des mères. Des efforts sont également consacrés à l'adaptation des filières de formation des femmes afin de mieux prendre en compte leurs aspirations.

Dans le cadre de son engagement pour la mise en œuvre de la **résolution 1325 du Conseil de Sécurité** sur les femmes, la paix et la sécurité, la Suisse soutient des projets dans différents pays et a présenté l'an dernier son second plan d'Action national. Ce plan d'action constitue un autre instrument important pour ouvrir aux femmes et aux filles l'accès à des domaines peu traditionnels, comme la politique de sécurité et de paix.

Enfin Monsieur le Président, si la Suisse est membre de la Commission dès 2013, elle s'engagera en faveur du renforcement de la **procédure de communications**

individuelles sur la condition féminine, une procédure que traite le Groupe de travail créé à cet effet par l'ECOSOC et qui gagne à être mieux connue et plus efficace.

Je vous remercie de votre attention.

Mr. President,

As far as Switzerland is concerned, equal opportunities in respect of access to education, training and decent work are a prerequisite for the equality and autonomy of each and every individual – be they female or male – and for sustainable development within our society and throughout the rest of the world. Our country believes that the younger generations and, in particular, girls and young women, are called upon to play a key role in the promotion of gender equality.

Even though in Switzerland access to education and training is open to both sexes without any restrictions, the choice of post-compulsory training, area of study and profession is still very much characterized by an individual's gender – due primarily to **stereotypes**. That is why Switzerland has taken different measures to promote equality:

- According to the vocational Act, the federal government provides annual funding for the development and implementation of measures set up to reduce gender-specific stereotypes.
- Concerning its universities, Switzerland has established an action plan with three main measures: encouraging young women to enter the fields of science and technology by offering mentoring programs ; increasing the number of women professors by rewarding universities for every newly hired female professor ; enhancing mobility by supporting « Dual Career Couples ».

Switzerland is aware of the fact that equal training for girls does not automatically lead to equal access to the job market or to equal working conditions. For this reason, Switzerland believes that **the equal sharing of responsibilities** and, in particular, the equitable sharing of paid and non-paid work between women and men contributes towards improving the position of women within society. On this subject, it is clear that economic analysis has long neglected the unpaid *care* work. Paid and unpaid care work accounts for almost 20% of the work done in Switzerland.

Over the past few years, innovative strategies and projects have been launched on the subject of **equal wages**. Switzerland has for example developed a software known as "LOGIB", which enables companies with more than 50 employees to readily check for themselves whether their wage system is in accordance with the principle of equal wages. A large number of companies and administrative departments make use of this efficient tool. Germany and Luxemburg have already developed their own version of the software, and several other countries are interested in adopting it. On Friday 25 February, Switzerland, Germany and Austria organised a side event at the CSW to present the instruments that have been developed to highlight and reduce wage differentials between women and men.

At international level, the two fundamental principles in the field of Swiss development cooperation are on the one hand the equality of access to quality education and training, including the retention within the scholar system and on the other hand the success of girls and women. These principles govern the choice of partners and initiatives that receive support from Switzerland. Our support is concentrated on different forms of basic education responding to the wishes and the living conditions of women and mothers. Efforts are also devoted to adapting training courses for women and taking their aspirations into account.

As part of its commitment to the implementation of **UN Security Council Resolution 1325** on Women, Peace and Security, Switzerland is supporting projects in different countries and, last year, presented its second National Action Plan. This Action Plan is a further key means of opening up access for girls and young women to less traditional specialist areas, such as peace and security policy.

And finally, Mister President, once Switzerland will be a member of the Commission in 2013, it will actively strengthen the **procedure of individual communication** on the Status of Women. This procedure is handled by a Working Group specifically created for it by ECOSOC and merits to be more visible and efficient.

Thank you for your kind attention.